

Elvetino: CCT prolongée

Les employé-e-s d'Elvetino renoncent à la progression salariale en 2021. En échange, ils obtiennent un salaire payé à 100% pendant le chômage partiel ainsi que la prolongation minimale de la CCT d'une année, jusqu'à fin 2023, ainsi que le paiement des trajets du local de pause au train. 80% des membres du SEV et d'Unia ont validé ce paquet de négociations chez Elvetino en novembre. L'entreprise l'a aussi validé dans le cadre d'une convention avec les partenaires sociaux fin 2020. Le document est actuellement en circulation pour signature.

Securitrans 100% filiale des CFF

Les CFF ont repris les actions de Securitas. Securitrans devient dès lors une filiale à 100%. La CCT Securitrans en vigueur actuellement reste applicable, de même que toutes les autres réglementations à l'attention du personnel. La seule exception concerne la caisse de pensions qui est celle de Securitas à l'heure actuelle. Une nouvelle solution doit être trouvée à ce propos. Securitrans a déjà entamé des discussions avec la CoPe car le personnel a un droit de co-décision en cas de changement de caisse de pensions. Pour le SEV, la Caisse de pensions CFF représente la meilleure solution. Cependant, s'il devait y avoir des détériorations, le SEV demanderait des mesures d'atténuation. Le SEV exige en outre que le modèle de retraite anticipée Valida des CFF devienne accessible au personnel Securitrans.

Lac Majeur: employé-e-s licencié-e-s

La question des emplois a toujours été au cœur de l'action syndicale sur le lac Majeur. Ce fut le cas lors de la grève historique de la navigation de 2017. Il en va de même aujourd'hui après le licenciement du personnel de la Société de navigation du lac de Lugano travaillant au bord du lac Majeur, à Locarno. Le Conseil d'Etat s'est montré sensible aux arguments du personnel et des syndicats lors d'une rencontre le 15 janvier. Le Conseil d'Etat a fourni des garanties sur le plan de l'emploi, indépendamment de l'avenir du consortium qui se décidera ces prochaines semaines. Si par contre ce consortium qui est en charge de la navigation sur le lac Majeur ne devait pas survivre, le canton du Tessin a affirmé aux syndicats qu'il réfléchit à une alternative. Pour le SEV, l'objectif reste le même: protéger les salarié-e-s.



Depuis deux semaines, les employé-e-s de Swissport multiplient assemblées et actions pour revenir à une CCT et non des contrats bas de gamme.

SWISSPORT GENÈVE

Cointrin en lutte

Yves Sancey
yves.sancey@sev-online.ch

Déterminés et mobilisés, les salariés de Swissport et leurs syndicats se battent depuis deux semaines et ripostent à une violente attaque contre leurs conditions d'emploi. Pratiquement impossible de vivre avec des contrats bas de gamme et de telles pertes salariales. Une petite ouverture se dessine.

Le jour du bouclage de ce numéro, une rencontre a lieu à l'invitation du conseil d'Etat genevois pour une séance de négociation entre direction (suisse et européenne) de Swissport et les syndi-



Les dernières actus sont à découvrir sur sev-online.ch.

cats. Réelle ouverture ou stratégie dilatoire, cette séance marque en tous les cas le point d'orgue de deux semaines un peu folles à l'aéroport de Genève-Cointrin. Un bras de fer et une véritable course contre la montre se sont en effet engagés. Le compte à rebours a commencé début janvier suite à l'envoi par la direction de Swissport aux 1034 collaborateurs du site genevois de la société d'assistance au sol de nouvelles conditions inacceptables d'engagement. Les travailleurs ont jusqu'au 28 janvier pour signer ce congé-modification... ou perdre leur emploi. Ces nouveaux contrats, qui entreront en vigueur le 1er juin, prévoient des baisses de salaires jusqu'à 1200 francs par mois, un passage du temps de travail de 40h à 41h25 par semaine, l'annualisation du temps de travail, la suppression de la participation de 200 francs mensuels à l'assurance maladie, une augmentation des cotisations LPP et une réduction des jours de vacances pour une partie du personnel. En outre, le statut des auxiliaires est élargi à tous les secteurs et ils pourront être employés jusqu'à 45 heures par semaine. «Il y a 1034 perdants pour une poignée de gagnants, résume Pablo Guarino, secrétaire syndical du SEV-GATA. Pour arriver à une baisse des coûts de 25%, la vie des salariés n'est plus prise en compte par la direction, ils ne sont que des variables d'ajustement dans un tableau Excel. Actionnaires et direction n'ont prévu aucunes réserves malgré 720 millions de bé-

néfices ces trois dernières années et ont tout siphonné. Et ce serait maintenant aux employés seuls de payer le prix de la crise du covid et de la guerre du low-cost avec d'autres entreprises sans CCT? C'est juste inacceptable.»

Une assemblée en ligne des employé-e-s syndiqués au SEV-GATA et au ssp a décidé le 7 janvier d'organiser un premier rassemblement le 12 pour contester ces nouveaux contrats et réitérer la demande d'ouverture urgente de négociations des CCT selon les recommandations de la Chambre des relations collectives de travail. Les conditions imposées par Swissport ne permettent tout simplement pas de vivre à Genève une fois le loyer payé. «Je vais devoir aller voir mes enfants pour leur dire qu'ils ne pourront plus aller au sport et que même pour la nourriture ça va être difficile parce que papa perd 700 francs de salaire par mois. Je ne peux pas signer», lance Alain, un des participants. Touché par ce témoignage, le président de l'Union syndicale suisse Pierre-Yves Maillard a apporté son soutien et sa solidarité au mouvement non sans rappeler que les salaires sont déjà très bas dans ce secteur et que «sans bagarre, sans lutte et sans action, il n'y a aucune chance».

Plus de quatre assemblées de mobilisation et de lutte se sont multipliées depuis le 12 janvier devant l'ancienne aérogare et l'entrée principale de l'aéroport. A chaque fois, plus de 200 personnes discutent de la stratégie à suivre et des actions à mener. Ont ainsi été décidés un sit-in, empêché par la police, et une manifestation en ville. Ces actions ont permis à une délégation d'être reçue par le conseiller d'Etat genevois en charge de l'Economie et de l'emploi Mauro Poggia qui s'est engagé dans une sorte de médiation. Grâce à la mobilisation, la direction a accepté de rencontrer le Conseil d'Etat et les syndicats, lors d'une réunion tripartite le lundi du bouclage. Alors que le SEV veut supprimer le délai imposé par la direction au 28 janvier, la direction se déclare «ouverte à la reprise du dialogue». L'affaire devient ainsi politique et les partis s'impliquent.

Passage en force

La situation de blocage découle d'un choix stratégique de la direction ad interim de créer une situation de vide conventionnel depuis le 30 septembre pour soumettre les employés au chantage d'une baisse drastique de leurs conditions de tra-

vail ou le licenciement. Pendant des mois, la direction a refusé de donner des chiffres précis en vue du renouvellement des CCT. Puis, deux semaines avant la fin des négociations, la direction est venue avec un objectif de baisse de 25% des charges sans autres précisions. A aucun moment elle n'a voulu discuter les propositions de baisse raisonnable des syndicats. La direction a fait le pari d'un passage en force pour se débarrasser des syndicats et imposer ses conditions.

La direction avait sans doute compté sur une apathie des salariés sonnés après deux confinements et isolés par le télétravail. La mobilisation de ces deux dernières semaines aura bouleversé ses plans l'obligeant à parler à nouveau de CCT «au plus tard, au deuxième trimestre 2022». A Zurich où il n'y avait pas de CCT à renouveler, le personnel consulté a accepté la CCT «de crise» conclue par les partenaires sociaux et la direction qui se traduit notamment par une baisse moyenne de 150 francs par mois pendant la crise et une flexibilisation accrue.

La date couperet du 28 janvier sera-t-elle suspendue? Assistera-t-on à un retour à des CCT avant 2022? L'aéroport va-t-il cesser d'être une zone de non-droit et de sous-enchère perpétuelle? «L'espoir existe pour les salariés qui n'ont pas encore dit leur dernier mot», conclut Pablo Guarino.

Swiss: négociation d'un paquet de crise

SEV-GATA a pu réduire considérablement les mesures de baisse des coûts exigées par Swiss pour son personnel au sol et négocier un plan de crise pragmatique. Les mesures sont limitées dans le temps entre la fin du chômage partiel et la fin de 2023. Elles comprennent une réduction d'un tiers du 13e de salaire, la suspension de la prime de rendement et une réduction de la contribution au risque du fonds de pension. En outre, le plan social fait l'objet d'ajustements. La CCT précédemment en vigueur pour le personnel au sol sera prolongée de trois ans après la fin des mesures temporaires de crise. Après la sortie de crise, le personnel touché par le plan de réduction des coûts recevra une «prime Corona» de 2500 fr. Les membres ont jusqu'à fin février pour se prononcer sur cet accord.